

Chronologie : Les affrontements sur la prérogative royale ou le tournant du XVII^{ème} siècle

1603-1625 : Règne de **Jacques Ier** qui unit les couronnes d'Écosse et d'Angleterre.

1605 : **Conspiration des Poudres** menée par le catholique Catesby et Fawkes visant à assassiner le roi et à faire sauter la Chambre des Lords.

1606-1616 : Edward Coke, juriste reconnu, se prononce en faveur du pouvoir parlementaire et du rôle des juges contre la conception absolutiste de Jacques Ier.

1610 : Le roi s'oppose au Parlement sur le contrôle des finances du royaume. Jacques Ier dissout le Parlement et s'appuie sur la City pour les finances courantes.

1621 : Jacques Ier est contraint de convoquer un nouveau Parlement pour financer une opération militaire. Le roi rappelle à l'ordre les Communes qui ne doivent pas traiter de politique étrangère. Le roi suspend le Parlement et emprisonne Coke.

1624 : Nouvelle convocation du Parlement contrainte par l'état des finances. Le roi fait des concessions et accepte que les Communes traitent de la politique étrangère.

1625-1649 : Règne de **Charles Ier**. Le Parlement n'est plus convoqué au début (« 11 années de tyrannie ») ; le conseil privé est renforcé par des commissions permanentes.

1625 : Charles Ier lève un emprunt forcé pour financer la guerre contre l'Espagne.

1627 : pour raisons de sécurité nationale, le roi peut emprisonner tout individu sans garantie d'un procès équitable.

1628 : Le Parlement présente au roi la *Petition of Right* qui critique le recours à l'emprunt forcé, les arrestations arbitraires et la loi martiale. Le texte a peu de portée.

1634 : *Ship Money* restauré (impôt que le roi pouvait lever sur les comtés maritimes en cas de circonstances exceptionnelles). Forte opposition contre ce nouvel impôt non consenti par le Parlement.

1641 : *Triennial Act et Own consent Act* : il est interdit d'ajourner ou dissoudre le Parlement sans son accord. Le Parlement doit être convoqué au moins une fois tous les 3 ans. Suppression du *ship money* et de plusieurs impôts. Adoption par le Parlement de la Grande Remontrance prévoyant le contrôle de la Couronne par le Parlement.

1642 : Charles Ier utilise la force en pénétrant dans les Communes avec une milice armée. Echec car le Parlement mobilise une force armée et fait adopter par ordonnance le *Militia Bills* (contrôle des pouvoirs militaires par le Parlement) contre le roi. Au cours des échanges avec le Parlement, **Charles I^{er} reconnaît que la Constitution d'Angleterre consacre le gouvernement**

mixte, équilibré entre la monarchie, l'aristocratie et la démocratie. Le roi gouverne sous l'autorité de la loi, mais conserve des prérogatives hors contrôle du Parlement (affaires étrangères, défense, nomination de ses conseillers, convocation et dissolution du Parlement).

1642-1646 : **Guerre civile**, « Guerre des Trois Royaumes », en Écosse (guerres des Évêques), en Irlande (rébellion catholique) et en Angleterre (entre le Parlement et le roi).

1645 : Victoire des troupes parlementaires, soutenues par les Écossais. 27 avril 1646 : Charles Ier se rend.

1647 : Libération de Charles Ier par le Parlement. Révolte populaire (contre le Parlement), qui demande l'égalité des droits, l'abolition de la monarchie et de la Chambre des Lords. Le Parlement écrase la révolte et recourt à des procédures arbitraires. L'armée s'érige en force politique. Oliver **Cromwell** prend la tête d'une Représentation de l'Armée qui exige la purge du Parlement, la détermination de parlements à la durée fixe, et le pouvoir de proposer des pétitions au Parlement.

1648-1649 : Charles I^{er} perd la guerre civile.

4 janvier 1649 : Les Communes se réunissent en Parlement et adoptent les lois. Le roi ou les Lords ne peuvent s'opposer à sa volonté.

27 janvier 1649 : À la suite d'un procès illégal, Charles Ier est condamné à la décapitation pour tyrannie, trahison, et meurtre.

30 janvier 1649 : **Exécution de Charles Ier.**

6 février 1649 : Abolition de la Chambre des Lords et de la monarchie.

19 mai 1649 : Proclamation du Commonwealth (ou « État libre ») par un parlement monocaméral. **1649-1658.**

1653 : *Instruments of Government* qui accordent formellement le pouvoir exécutif à un Lord Protecteur du Commonwealth. Il s'agit de la **première constitution écrite** qu'aient connue les îles britanniques. Un conseil de 15 personnes entoure le **Lord Protecteur, Cromwell**. Le pouvoir législatif appartient à ce dernier et à un parlement monocaméral renouvelé tous les trois ans.

1654 : Cromwell adopte des ordonnances ayant valeur législative tant que le Parlement ne s'y oppose pas. Le procédé permet à Cromwell d'imposer une **politique militariste et répressive sur l'ensemble du royaume.**

3 septembre 1658 : Décès de Cromwell.

21 avril 1659 : Dissolution du Parlement.

1er janvier 1660 : Monck, le commandant en chef des forces parlementaires, appelle à la restauration de la monarchie et des Stuart sur le trône.

4 avril 1660 : Déclaration de Breda par laquelle Monck proclame l'amnistie générale et la tolérance religieuse.

25 avril 1660 : La Déclaration est présentée à la nouvelle assemblée élue (Convention) qui inclut de nouveau une chambre des Lords. **L'ancien régime du Roi, des Lords et des Communes est restauré. Charles II est proclamé roi.** La réunion des couronnes d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande au profit de Charles II est confirmée.

1661 et 1662 : *Milita Acts* restaurant la prérogative royale en matière militaire. Création de la *Hearth tax* pour faire face aux dépenses de la Couronne.

1664 : Nouveau *Triennial Act*, favorable au roi qui n'est plus réellement contraint de convoquer les parlements.

1672 : *Stop of the Exchequer* défavorable aux créanciers de la Couronne, exsangue financièrement. Adoption de la Déclaration d'Indulgence par Charles II par laquelle il suspend des lois défavorables aux catholiques.

1678 : Complot catholique contre le roi. Une réaction anti-papiste violente se dessine. Les liens secrets de Charles II avec Louis XIV sont découverts.

1679-1681 : Adoption de la loi d'**Habeas Corpus**. La tolérance vis-à-vis des non-conformistes est proclamée, de même que le droit à résister à l'oppression du souverain ne respectant pas ses engagements.

1685-1688 : Règne de **Jacques II**, roi catholique, mais dont les deux filles sont protestantes.

1685 : Des catholiques sont nommés à deux hautes fonctions publiques et militaires.

1688 : Naissance d'un héritier masculin qui laisse craindre le maintien du catholicisme. Le camp whig¹, par l'entremise de Russell, sonde Guillaume d'Orange, gendre de Jacques II et protestant hollandais, pour débarquer avec une armée en Angleterre.

30 juin 1688 : Guillaume envoie un émissaire pour obtenir l'autorisation d'envahir l'Angleterre. Son projet est d'installer sa femme Mary sur le trône.

28 septembre 1688 : Proclamation de Guillaume d'Orange en faveur de l'ancienne Constitution anglaise justifiant son invasion.

5 novembre 1688 : Guillaume débarque à Torbay.

10 décembre 1688 : Guillaume rejoint Londres. Jacques II tente de s'enfuir. Des soulèvements se multiplient à Londres. Jacques rejoint la cour de Louis XIV le 22 décembre.

23 décembre 1688 : Le Parlement est convoqué.

3 février 1689 : **Declaration of Rights** qui condamne l'attitude « inconstitutionnelle » de Jacques II, et consacre des limitations au pouvoir royal. L'indépendance judiciaire est soutenue, notamment par des nominations selon le bon comportement, et non selon le bon vouloir du roi.

6 février 1689 : Les lords acceptent Guillaume comme roi en raison des risques de contagion des troubles londoniens, mais concomitamment avec sa femme Mary.

14 février **1689-1694** : **William III** et **Mary** d'Angleterre, d'Écosse, de France et d'Irlande.

Décembre 1689 : Adoption du **Bill of Rights** qui ne reprend que quelques aspects de la déclaration de février. Outre la reconnaissance circonstanciée, limitée et floue de certains droits et libertés, le Bill règle la succession de William et Mary au profit d'Anne.

1693 : Création de la dette nationale gérée par la nouvelle banque d'Angleterre (*Tonnage Act* de 1694) pour financer la guerre sur le continent. Les finances s'organisent considérablement sous le contrôle du Parlement. L'idée que le roi puisse mener sa politique à partir de ses propres revenus est définitivement écartée. L'administration civile se développe et est plus autonome, tout comme les ministres du fait des longues absences de Guillaume.

1694-1702 : Guillaume III gouverne seul après le décès de Mary.

1697 : **Civil List Act** qui distingue formellement les finances du monarque et les finances de l'État en déterminant les crédits personnels accordés aux rois.

1701 : L'*Act of Settlement*, adopté en raison de l'absence d'héritier direct à Anne, consacre l'exclusion des catholiques de la ligne de succession au trône et confirme le principe de primogéniture mâle. L'Électrice du Hanovre et ses descendants sont désignés comme les héritiers, bien que n'ayant jamais mis les pieds en Angleterre. L'acte consacre également l'indépendance du pouvoir judiciaire (même si elle connaît de nombreuses exceptions).

1708 : La reine Anne refuse le royal assent pour une loi adoptée par le Parlement. Ce sera la **dernière fois qu'un monarque s'oppose à la volonté du Parlement.**

¹ **Tory** et **Whig** sont les noms des 2 grands partis historiques anglais. Les tories ont été, à l'origine, les partisans des Stuarts

et de l'Eglise anglicane, les whigs les défenseurs des libertés parlementaires et des dissidents protestants.